



PRÉFET DU GARD

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Occitanie

Nîmes, le **18 MAI 2020**

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Subdivision ICPE

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 20-119-DREAL

mettant en demeure la société **CIMENTS CALCIA à BEAUCAIRE**
de respecter certaines dispositions de son arrêté préfectoral n°17-104 N du 13 septembre 2017

Le préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'honneur,

- Vu le titre VII du livre I du code de l'environnement, relatif aux dispositions communes et notamment l'article L. 171-8 ;
- Vu le titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu la décision d'exécution de la commission européenne du 26 mars 2013 relative aux conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) pour la production de ciment, de chaux et d'oxyde de magnésium ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°17-104 N du 13 septembre 2017 actualisant les prescriptions techniques applicables à la société CIMENTS CALCIA pour son site de Beaucaire qui fabrique du ciment et co-incinère des déchets dangereux et non dangereux ;
- Vu le Plan de Protection de l'Atmosphère de la zone urbaine de Nîmes approuvé par le préfet du Gard le 3 juin 2016 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°19-014N du 5 juillet 2019 mettant en demeure la société CIMENTS CALCIA pour le 31 décembre 2019 de fournir une étude sur la réduction de ses émissions sonores ;
- Vu la transmission de l'exploitant en date du 17 décembre 2019 pour répondre à l'arrêté de mise en demeure sus-visé ;
- Vu le rapport en date du 06 mars 2020 et les propositions de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en recommandé du 12 mars 2020 avec accusé de réception du 16 mars 2020, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours à l'inspection de l'environnement ;
- Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 23 avril 2020 ;

Considérant que la société CIMENTS CALCIA exploite à Beaucaire une cimenterie et co-incinère dans son four des déchets dangereux et non dangereux réglementée par l'arrêté préfectoral n°17-104 N du 13 septembre 2017 ;

Considérant que le fonctionnement de cet établissement fait l'objet de plaintes de voisinage relatives aux nuisances sonores et aux poussières ;

Considérant qu'il a été constaté lors de l'inspection du 15 janvier 2020 que certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n°17-104 N du 13 septembre 2017 ne sont pas respectées ;

Considérant que l'exploitant doit être mis en demeure de respecter les dispositions qui lui sont applicables ;

Considérant que l'article 7.6.2 de l'arrêté préfectoral n°17-104N susvisé limite à 60 heures par an l'indisponibilité cumulée des dispositifs de mesure en continu de la pollution atmosphérique ;

Considérant qu'en 2019 ce taux d'indisponibilité a été de 95 heures ;

Considérant que l'article 7.6.2 de l'arrêté préfectoral n°17-104N susvisé n'a pas été respecté en 2019 ;

Considérant que pendant la phase du contradictoire, dans le courrier du 23 avril 2020 susvisé, la société CEMENTS CALCIA a fourni des résultats de mesure du broyeur n°6 et du silo 13 conformes en ce qui concerne les émissions de poussières et que l'exploitant s'est engagé à renouveler en 2020 la campagne de mesure des sources canalisées de débit supérieur à 10 000 Nm³/h ;

Considérant que l'article 9.7.3 de l'arrêté préfectoral n°17-104N susvisé impose des contrôles qualité pour vérifier l'étalonnage des appareils de mesures en continu de la pollution atmosphérique ;

Considérant que l'exploitant n'a pas justifié du respect de ces contrôles et du bon étalonnage de ses appareils de mesure ;

Considérant que la société CEMENTS CALCIA ne respecte pas les dispositions de l'article 9.7.3 de l'arrêté préfectoral n°17-104N susvisé ;

Considérant les dispositions de l'arrêté préfectoral n°19-014N du 5 juillet 2019 mettant en demeure la société CEMENTS CALCIA pour le 31 décembre 2019 de fournir une étude technico-économique sur la réduction de ses émissions sonores ;

Considérant le document transmis par l'exploitant en date du 17 décembre 2019 ;

Considérant que cette transmission ne contient pas de compilation/comparaison de mesures réalisées dans des conditions réglementaires pour établir des propositions d'amélioration, que l'efficacité et la suffisance des travaux n'est pas démontrée et que les délais de réalisation jusqu'en 2026 sans engagement de résultats sont inacceptables ;

Considérant que pendant la phase contradictoire, dans le courrier du 23 avril 2020 susvisé, l'exploitant a proposé une nouvelle échéance au 31/03/2023 pour respecter des niveaux sonores qui lui sont applicables ;

Considérant que l'exploitant indique que ce délai est techniquement nécessaire pour réaliser la totalité des travaux de mise en conformité ;

Considérant la nécessité de jalonner les étapes que doit respecter l'exploitant pour planifier la nature des travaux, pour respecter en priorité les niveaux d'émergence dans les zones à émergence réglementée qui correspondent aux zones habitées ou susceptibles de l'être et enfin d'atteindre une mise en conformité des niveaux sonores en limite de propriété ;

Considérant que cette hiérarchisation permet de réduire de manière prioritaire les nuisances sonores subies par les riverains, tout en laissant un délai suffisant à l'exploitant pour réaliser techniquement les travaux de mise en conformité ;

Considérant les plaintes des riverains pour le bruit et les poussières ;

Considérant les délais nécessaires de mise en conformité ;

Considérant que la société CEMENTS CALCIA, conformément aux dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, doit être mise en demeure de satisfaire aux prescriptions qui lui sont applicables ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 - MISE EN DEMEURE DE RESPECTER CERTAINES PRESCRIPTIONS INOBSERVÉES DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°17-104N DU 13 SEPTEMBRE 2017

La société CEMENTS CALCIA dont le siège est situé rue des Technodes 78931 GUERVILLE cedex est mise en demeure pour le site qu'elle exploite à Beaucaire de respecter les prescriptions issues de son arrêté préfectoral n°17-104 N du 13 septembre 2017 selon les délais et modalités détaillées aux articles 1-1 à 1-3 du présent arrêté.

ARTICLE 1-1 - INDISPONIBILITÉ DES DISPOSITIFS DE MESURE EN CONTINU

Pour le 31 décembre 2020, l'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.6.2 de son arrêté préfectoral n°17-104 N du 13 septembre 2017 en ne dépassant pas 60 heures de durée cumulée annuelle d'indisponibilité de l'ensemble de ses dispositifs de mesure en continu.

ARTICLE 1-2- CONTRÔLE QUALITÉ DES APPAREILS DE MESURES EN CONTINU

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté l'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 9.7.3 de l'arrêté préfectoral n°17-104 N du 13 septembre 2017 en transmettant à l'inspection un tableau de suivi de l'ensemble de ses appareils de contrôles contenant les dates des QAL1, 2 et 3 et AST réalisés, les dates effectives de réglage ou de décision de non réglage des appareils ainsi que les dates d'échéance des prochains contrôles.

ARTICLE 1-3 – RESPECT DES VLE SUR LE BRUIT

L'exploitant est mis en demeure de respecter les niveaux sonores et d'émergence fixés à l'article 13.4.2 de l'arrêté préfectoral n°17-104 N du 13 septembre 2017 selon ces jalons:

- en fournissant sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté le plan des actions à engager pour réaliser les travaux prévus afin d'atteindre cet objectif ;
- en respectant à l'échéance du 31/12/2021 les niveaux d'émergence dans les zones à émergence réglementée ;
- en respectant à l'échéance du 31/03/2023 les niveaux sonores en limite de propriété.

ARTICLE 2 – SANCTIONS

Dans le cas où les obligations prévues par le présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus à l'article 1 et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction, conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement.

Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes situé 16 avenue Feuchères 30000 Nîmes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par voie postale, soit via l'application information « Telerecours Citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 4 - INFORMATION DES TIERS - COMMUNICATION

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié, conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement sur le site internet des services de l'Etat dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

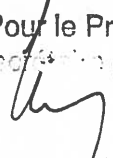
Le présent arrêté est publié sur le site internet Géorisques - rubrique Installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse : <https://www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations>.

ARTICLE 5 – EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Occitanie - unité inter-départementale Gard-Lozère, le maire de Beaucaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société CEMENTS CALCIA en recommandé avec accusé de réception.

Le préfet,

Pour le Préfet,
le secrétaire général


François LALANNE